

Il y a des moments où le recours à la force peut s'avérer légitime lorsqu'on est à la recherche de la paix, mais, à défaut de rétablir le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa position prééminente en tant que source unique de force légitime, le monde est en voie de renoncer dangereusement au droit en faveur de l'anarchie. En fin de compte, c'est la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a mis fin à la guerre au Kosovo, prévoyant une présence militaire et civile internationale « sous les auspices des Nations Unies » en vue de garder la paix. Il est tragiquement ironique que, après toute la destruction de l'OTAN, la guerre au Kosovo se soit terminée par un accord qui aurait pu être réalisé avant le bombardement. Le rejet du droit international en faveur de l'intérêt national n'est pas un fondement approprié sur lequel on peut bâtir un système viable de paix et de justice internationales.

En troisième lieu, selon l'Alliance, l'idée d'éliminer les armes nucléaires repose sur une conviction naïve à l'effet que l'on puisse faire disparaître les connaissances liées à la production des armes nucléaires, d'une part, et la volonté de certains états de se procurer de telles armes, d'autre part. Cette perception à l'égard des politiques canadiennes en matière d'armes nucléaires et de leur élimination est tout aussi incompatible avec les besoins et la réalité actuels.

En guise de conclusion à l'examen du *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* pour l'an 2000, les cinq états dotés d'armes nucléaires ont convenu de mettre sur pied une entreprise sans équivoque visant à réaliser l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires. Le TNP réunit 187 signataires, ce qui en fait le traité de désarmement le plus important au monde.

La Cour internationale de Justice a décrété que les armes nucléaires sont implicitement illégales, et que les négociations doivent se poursuivre en vue de leur élimination. Lors des plus récentes résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU, une majorité massive de nations ont voté en faveur de leur élimination. De telles initiatives de haut niveau peuvent-elles être simplement écartées du revers de la main en les qualifiant de naïves?

Aux États-Unis comme en Russie, des militaires de rang élevé déclarent que les armes nucléaires ne peuvent être utilisées pour faire la guerre et sont trop dangereuses pour qu'on les garde. Une déclaration signée par 131 leaders civils internationaux de 49 pays, y compris 52 présidents et premiers ministres d'hier et d'aujourd'hui, réclamait la concrétisation et la mise en vigueur du processus d'élimination.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils désiraient que leur gouvernement entreprenne des négociations en vue de la tenue d'une convention sur les armes nucléaires, 92 pour cent des Canadiens ont manifesté leur accord. Lorsqu'on a posé la même question aux Américains et aux Britanniques, ils ont répondu favorablement dans une proportion de 87 pour cent.

En quatrième lieu, malgré que le monde soit clairement favorable à l'élimination des armes nucléaires, le déploiement d'un système de défense antimissiles aux États-Unis ne peut que mener à leur prolifération. Certains, comme l'Alliance, font valoir que puisque les États-Unis sont l'allié le plus important du Canada, nous devons appuyer leurs initiatives militaires telles que la défense antimissiles balistiques.